

MODE D'EMPLOI - Comment remplir votre questionnaire 2023 ?

LA RÉPONSE À CE QUESTIONNAIRE AVEC L'ENSEMBLE DES JUSTIFICATIFS EST OBLIGATOIRE

pour tout titulaire et/ou occupant du logement présent au 1^{er} janvier 2023.

Conformément au CCH*, vous devez nous signaler tout changement de situation entre l'enquête et le 31/12/2022.

1 - VÉRIFIEZ SI LA SITUATION PRÉ-REPLIE EST EXACTE POUR CHAQUE CADRE (A OU B OUD)

- Si vous décelez une inexactitude ou un manque, modifiez soigneusement la colonne correspondante.
- Si l'occupant a quitté dans le logement, cochez la case "non" pour "toujours présent dans le logement".
- Si d'autres occupants vivent dans le logement, remplissez une colonne pour chacun d'eux.

2 - PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE EN CAS DE CHANGEMENT DE SITUATION OU DE CAS SPÉCIFIQUE

Mariage	copie du livret de famille avec la mention ou de l'acte de mariage ou de l'acte de naissance avec la mention du mariage + copie d'une pièce d'identité OU titre de séjour OU passeport avec la date d'entrée en France
PACS	copie du justificatif officiel du PACS ou de l'acte de naissance avec la mention du PACS + copie d'une pièce d'identité OU titre de séjour OU passeport avec la date d'entrée en France
Divorce	copie du jugement de divorce ou du livret de famille avec la mention ou de la convention de divorce homologuée ou de l'acte de naissance avec la mention du divorce
Rupture de PACS	copie de la dissolution du PACS ou de l'acte de naissance avec la mention de la dissolution du PACS
Séparation	copie de l'ordonnance de non conciliation ou du courrier de l'avocat ou de la lettre de congé du signataire qui part avec la date de départ ou du justificatif du nouveau domicile du signataire parti
Départ d'un des signataires du contrat de location (concubin, colocataire,...)	copie de l'avenant au contrat de location ou de la lettre de congé du signataire qui part avec la date de départ ou du justificatif du nouveau domicile du signataire parti
Enfant en droit de visite ou d'hébergement	copie de la décision du juge aux affaires familiales qui fixe le droit de visite ou de la convention entre les parents homologuée par le juge aux affaires familiales ou attestation des deux parents attestant du droit de visite
Naissance	copie du livret de famille ou de l'acte de naissance
Décès	copie du livret de famille avec la mention ou de l'acte de décès
Invalidité 80% ou plus	copie de la Carte Mobilité Inclusion ou de la carte d'invalidité 80%

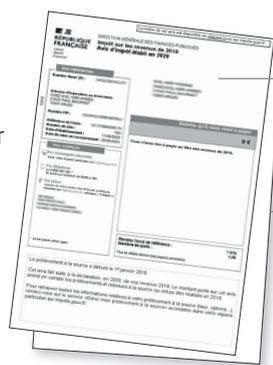
3 - EN CAS DE BAISSÉ DE RESSOURCES

Si vos ressources ont diminué en 2022 d'au moins 10% par rapport à celles de l'année 2021, vous devez fournir les pièces justificatives pour les 12 derniers mois, tels que bulletins de salaire, attestation Pôle Emploi, justificatifs de retraites, de pensions complémentaires.

4 - DOCUMENT(S) À JOINDRE IMPÉRATIVEMENT AVEC L'ENQUÊTE POUR UN DOSSIER COMPLET

Photocopies lisibles de toutes les pages de l'avis d'imposition 2022 (sur les revenus de l'année 2021) de tous les occupants du logement percevant des revenus ;

- Si vous n'êtes pas en possession de votre avis d'impôt 2022 sur les revenus de l'année 2021, adressez-vous à votre Centre des Impôts ou interrogez votre espace particulier sur : impots.gouv.fr
- Si vous êtes étudiant à charge fiscalement de vos parents, vous devez fournir l'avis d'imposition de vos parents et la déclaration simplifiée mentionnant votre nom, prénom.
- En cas de changement de situation (divorce, séparation, rupture de pacs, décès) survenu en 2021, fournir les photocopies de tous les avis d'impôt 2022 sur les revenus de l'année 2021 avant et après le changement de situation (situation partielle).



AVIS D'IMPÔT 2022
SUR LES REVENUS
2021

Photocopies
recto + verso
lisibles

5 - RENVOI DE L'ENQUÊTE



PAR VOIE POSTALE

Ne déposez pas votre dossier au siège d'Alcéane, vous risquez d'être hors délai.

À l'aide de l'enveloppe jointe, merci de retourner votre enquête à l'adresse :
ALCÉANE - Centre de traitement des enquêtes
BP 30269 - 44159 ANCENIS Cedex

OU

DEPUIS VOTRE ESPACE LOCATAIRE



Sur le site **Alceane.fr**

1. Connectez-vous et cliquez sur MON ENQUETE SOCIALE.
En cas d'oubli de votre mot de passe, cliquez sur mot de passe oublié pour le réinitialiser et le personnaliser.
2. Préparez l'avis d'imposition ou de non-imposition 2022 sur les revenus 2021 au format PDF pour chacune des personnes titulaires du bail et des occupants non rattachés fiscalement aux titulaires du bail.

ARTICLE L 441-9 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION* (CCH)

L'organisme d'habitations à loyer modéré demande annuellement à chaque locataire communication des avis d'imposition ou de non-imposition à l'impôt sur le revenu et des renseignements concernant l'ensemble des personnes vivant au foyer permettant de calculer l'importance du dépassement éventuel du plafond de ressources et de déterminer si le locataire est redevable du supplément de loyer. Le locataire est tenu de répondre à cette demande dans un délai d'un mois. L'organisme d'habitations à loyer modéré n'est tenu de présenter cette demande ni aux locataires bénéficiant de l'aide personnalisée au logement mentionnée à l'article L. 351-1 du CCH, ni aux locataires bénéficiant de l'allocation de logement prévue à l'article L. 542-1 du code de la sécurité sociale ou de l'allocation de logement prévue à l'article L. 831-1 du même code.

A défaut et après mise en demeure restée infructueuse pendant quinze jours, l'organisme d'habitations à loyer modéré liquide provisoirement le supplément de loyer. Pour cette liquidation, il est fait application d'un coefficient de dépassement du plafond de ressources égal à la valeur maximale prévue par le décret mentionné à l'article L. 441-8 du CCH. L'organisme d'habitations à loyer modéré perçoit en outre une indemnité pour frais de dossier dont le montant maximum est fixé par décret en Conseil d'Etat. Lorsque le locataire a communiqué les renseignements et avis mentionnés au premier alinéa, le supplément de loyer afférent à la période de retard est liquidé définitivement. Le trop-perçu de supplément de loyer est reversé au locataire dans les deux mois. La mise en demeure comporte la reproduction du présent article.